

Mardi matin, 5 septembre 2017

Direction de l'instruction publique

19 2017.RRGR.214 Motion 091-2017 Vanoni (Zollikofen, Les Verts) Renforcer le dialogue pédagogique par la médiation

N° de l'intervention: 091-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 28.03.2017
Déposée par: Vanoni (Zollikofen, Les Verts) (porte-parole)
Grogg-Meyer (Bützberg, PEV)
Gnägi (Jens, PBD)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
von Greyerz (Berne, PS)
Cosignataires: 12
N° d'ACE: 754/2017 du 5 juillet 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Renforcer le dialogue pédagogique par la médiation

En vue d'une résolution adéquate des conflits entre les directions d'école et les membres du corps enseignant, le Conseil-exécutif est chargé:

1. de mettre en place ou de désigner clairement une ou plusieurs instances de conciliation ;
2. de la ou les doter des compétences nécessaires pour procéder à une conciliation directe entre les parties ainsi que pour délivrer des conseils et des informations aux autorités supérieures ;
3. de veiller à ce que les parties impliquées dans un conflit puissent avoir recours à l'instance de conciliation compétente sans s'exposer au risque de se voir reprocher de ne pas respecter la voie hiérarchique ou de manquer à leurs obligations de loyauté envers leurs supérieurs, ou craindre d'autres représailles.

Développement:

Développement de l'enseignement au travers d'un dialogue pédagogique – tel est le premier des trois axes d'action qu'ont établis le Conseil-exécutif et le Grand Conseil dans la Stratégie de la formation 2016. Ils ont ainsi énoncé expressément que leur « objectif stratégique » consiste à « instaurer et à encourager le dialogue sur le développement de l'école et de l'enseignement », en particulier entre les directions d'école et les membres du corps enseignant. Ceux-ci doivent pouvoir identifier des espaces de liberté, les utiliser, en prendre la mesure et, si nécessaire, les élargir. Pour continuer à proposer des cours de qualité, ils doivent effectuer leur travail avec plaisir et motivation et se sentir pris au sérieux.

Ces nobles objectifs de la Stratégie de la formation 2016 sont menacés si des conflits entre les directions d'école et les membres du corps enseignant ne peuvent être résolus à temps et à l'amiable. Sur le site Internet de la Direction de l'instruction publique, une feuille d'information actualisée qui dresse la liste des « Prestations de conseil [gratuites et confidentielles] destinées au corps enseignant et aux directions d'école en matière de prévention et de résolution des conflits » a été mise en ligne en février 2017. Les témoignages de certains membres du corps enseignant, mais aussi les expériences que rapportent des conseillers, montrent que cette vaste offre de prestations de conseil et de soutien ne peut empêcher que des conflits entre les directions d'école et les membres du corps enseignant s'enveniment ou prennent de l'ampleur faute de solution.

Cette situation nuit non seulement à la nécessaire collaboration entre l'ensemble des parties prenantes, mais aussi à la qualité de l'enseignement dans les écoles concernées. En outre, les conflits qui perdurent dans les écoles ternissent le métier d'enseignant (alors que le canton de Berne déploie d'importants moyens financiers pour en accroître l'attrait d'un point de vue matériel). A cause

d'eux, des membres du corps enseignant baissent les bras, voire tombent malades ; dans tous les cas, ils les mettent dans l'impossibilité de consacrer toute leur énergie à ce qui fait le cœur de leur métier, à savoir l'enseignement en classe. Ils empêchent également d'exploiter le potentiel de développement qui est aussi inhérent aux conflits et, ce faisant, mettent en péril l'idée de « développement in situ de l'enseignement » prônée par la Stratégie de la formation.

Les conflits entre les directions d'école et les membres du corps enseignant naissent souvent de la tension entre la liberté individuelle d'enseignement et la responsabilité pédagogique des membres du corps enseignant d'un côté, et les tâches de conduite exigeantes des directions de l'autre: ces dernières ont pour mission de faire avancer le développement de l'école et de la qualité, d'impliquer le corps enseignant dans leurs décisions et, en même temps, de mettre en œuvre les directives émanant des instances supérieures au niveau communal et cantonal. Pour s'attaquer à temps aux conflits et trouver une solution satisfaisante sur ce terrain, les parties doivent faire preuve de très grandes qualités professionnelles et humaines.

Lorsque ces qualités viennent à manquer, dans le rapport hiérarchique qui lie directions d'école et personnel enseignant, les supérieurs risquent de décider de l'issue d'un conflit de façon autoritaire, ce qui n'est pas vraiment une solution convenable. Les membres du corps enseignant qui s'y opposent en se tournant vers des instances supérieures (autorités scolaires communales, inspection scolaire régionale ou instances cantonales) avec des arguments légitimes s'exposent au reproche de ne pas respecter la voie hiérarchique ou de manquer aux devoirs de loyauté à l'encontre de leurs supérieurs. Ils courent le risque, le cas échéant, d'essuyer d'autres représailles ainsi que des conséquences pour leur emploi. Les prestataires dont la feuille d'information précitée dresse la liste doivent se limiter au conseil individuel des personnes concernées et, impuissants, ne peuvent les accompagner davantage, étant donné qu'elles sont tenues au secret et n'ont pas le droit de s'adresser aux autres personnes impliquées dans le conflit ou à des autorités supérieures. Les enseignants ou enseignantes en quête de conseils ne peuvent dès lors plus qu'attendre passivement que les situations insatisfaisantes se résolvent d'elles-mêmes, se retirer du travail d'équipe, tenir au service minimum, baisser les bras, voire quitter leur profession.

Compte tenu de ce qui précède, il est conseillé et nécessaire, pour consolider le dialogue pédagogique et dans l'intérêt d'une formation de qualité et de la collaboration nécessaire à cet effet entre toutes les parties prenantes, de combler une lacune évidente de cette offre de consultation. Lorsqu'un conflit ne peut être réglé directement entre le personnel enseignant et la direction, il faut se doter d'une instance neutre qui soit autorisée à entendre non pas une, mais les deux parties, puisse proposer des solutions consensuelles ainsi que formuler des recommandations, et soit en droit d'informer les instances supérieures. Plusieurs modèles sont imaginables ; la motion est volontairement formulée de façon ouverte et renonce à dessein à proposer à ce stade un nom pour désigner cette instance.

- Il serait possible de confier, sur la base d'un mandat, la médiation à un expert qui connaît la procédure (par exemple sur le modèle de l'organe de médiation pour le secteur hospitalier du canton de Berne qui, sur mandat du Conseil-exécutif, est dirigé par un juriste expérimenté spécialisé dans la médiation).
- Il serait également envisageable de créer un organe de conciliation interne à l'administration, comme ceux que d'autres cantons (notamment l'Argovie) proposent à leur personnel pour leurs recours en cas de litiges relevant du droit du travail ou d'autres conflits. Dans le canton de Saint-Gall, par exemple, la loi sur l'école obligatoire (*Volksschulgesetz*) prévoit expressément une procédure de conciliation en interne aussi pour les membres du corps enseignant ; elle tient compte des spécificités du système scolaire en intégrant des représentants de la profession et des communes. En outre, elle renvoie également à l'organe de médiation interne, auquel tous les collaborateurs ou collaboratrices qui auraient des différends avec des supérieurs peuvent faire appel. L'organe de conciliation interne conseille les personnes concernées et peut également donner des recommandations.
- Au lieu de créer un nouveau service de conciliation, le canton de Berne pourrait également se contenter de désigner expressément l'un des nombreux prestataires proposés comme instance de médiation et le doter des compétences correspondantes. Pour garantir qu'une telle instance agisse en toute neutralité, avec un point de vue externe, sans être tenue par une quelconque obligation de loyauté à l'égard de l'une ou l'autre des parties, il faudrait la dissocier des structures hiérarchiques, ce qui l'empêcherait d'adopter une position d'autorité supérieure ou d'employeur par rapport aux parties en conflit.

Quel que soit le modèle choisi, il faut s'assurer qu'un recours à l'instance de médiation ne donne lieu à aucune accusation de rupture de la voie hiérarchique ou de manquement aux obligations de loyauté à l'égard des supérieurs. Celle-ci doit plutôt être reconnue comme une autre étape légitime vers une résolution constructive des conflits – dans l'intérêt des écoles concernées et enfin dans celui des enfants et adolescents qui leur sont confiés.

Réponse du Conseil-exécutif

Remarques introductives

L'auteur de la motion demande la mise en place d'instances de conciliation appropriées pour une résolution adéquate des conflits entre les directions d'école et les membres du corps enseignant. Le Conseil-exécutif est aussi d'avis que les conflits professionnels sont une problématique qui doit être prise au sérieux car ils ont souvent des répercussions négatives sur le climat de travail. Les conflits entre les directions d'école et les membres du corps enseignant ne peuvent toutefois pas toujours être évités. C'est pourquoi le Conseil-exécutif partage l'opinion du motionnaire selon laquelle une offre professionnelle de conseil et de soutien est nécessaire pour résoudre les conflits graves.

Points 1 et 2

Ces derniers mois, la Direction de l'instruction publique s'est penchée sur la question des prestations de conseil et de soutien en matière de prévention et de résolution des conflits. Elle a étudié la situation et estime que, dans le canton de Berne, il existe à l'heure actuelle de nombreuses offres gratuites et confidentielles dans ce domaine, comme celles proposées par la Haute école pédagogique germanophone et par le Centre ACCES de la Direction de l'instruction publique pour le corps enseignant francophone, ainsi que par les inspections scolaires. Ces services sont en mesure de procéder à la conciliation évoquée par le motionnaire et de formuler des recommandations.

L'examen de la Direction de l'instruction publique a toutefois aussi révélé que les membres du corps enseignant et les directions d'école n'étaient pas suffisamment informés sur ces offres et les services qui les proposent. C'est pourquoi une liste¹ recensant l'ensemble de ces prestations a été publiée sur Internet en février 2017 et portée à la connaissance de toutes les écoles du canton via une lettre d'information. Le Conseil-exécutif est d'avis que les différentes prestations existantes dans le canton de Berne permettent de répondre au problème soulevé par le motionnaire. Il est néanmoins prêt à réévaluer la situation en temps voulu et à déterminer si les mesures de communication ont permis d'accroître la notoriété des services proposant des prestations en matière de prévention et de résolution des conflits. Cet examen permettra aussi de révéler une éventuelle lacune dans l'offre existante. Le Conseil-exécutif est dès lors disposé à adopter ces deux points sous forme de postulat.

Point 3

La liste publiée par la Direction de l'instruction publique en février 2017 montre que les prestations de conseil et de soutien sont proposées par des institutions et des services compétents et professionnels. Le Conseil-exécutif est donc convaincu que les personnes en situation de conflit peuvent faire appel à ces institutions et services sans s'exposer au risque de se voir reprocher de ne pas respecter la voie hiérarchique ou de manquer à leurs obligations de loyauté envers leurs supérieurs, ou craindre d'autres représailles. Le Conseil-exécutif propose par conséquent au Grand Conseil d'adopter et de classer ce point.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: adoption sous forme de postulat

Chiffre 3: adoption et classement

1

www.erz.be.ch/erz/fr/index/kindergarten_volksschule/kindergarten_volksschule/anstellungen_lehrpersonen/informationen.assetref/dam/documents/ERZ/AKVB/fr/Kindergarten-Anstellung-Lehrkraefte-fr/02_Merkblaetter/Merkblaetter_gueltig_ab_01_08_2010/Beratungsangebote%20fuer%20Lehrpersonen%20und%20Schulleitungen%20f.pdf

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 19. Die Regierung hat eine punktweise Behandlung beschlossen. Wir führen eine freie Debatte, und ich gebe als erstes Grossrat Vanoni, dem Motionär, das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich möchte die knappe Redezeit nutzen, um zwei Missverständnisse aus der Welt zu schaffen. Das eine wurde heute Morgen bereits angesprochen. Erstens wäre der Eindruck falsch, es gäbe keinen Handlungsbedarf, nachdem die ERZ eine lange Liste mit bestehenden Beratungsangeboten veröffentlicht hat. Der Vorstoss, über den wir nun sprechen werden, ist deshalb nicht überflüssig. Die Regierung hat anerkannt, dass er ein wichtiges Thema aufgreift. Es ist gewissermassen ein Tabu-Thema: Es geht um den Konflikt zwischen Lehrpersonen und Schulleitungen. Zweitens geht es bei diesem Vorstoss nicht darum, zwingend eine zusätzliche Beratungsstelle zu schaffen. Nein, es reicht, bereits bestehende Stellen, die entsprechende Kompetenzen haben, klarer zu bezeichnen und darüber zu informieren. Es geht um Klarheit in folgenden zwei Punkten: Erstens darf es einer Lehrperson nicht zum Vorwurf gemacht werden, wenn sie vom Beratungsangebot Gebrauch macht und gewissermassen an der Schulleitung vorbei, ausserhalb des Dienstwegs, Rat sucht. Der Regierungsrat hat in seiner Stellungnahme zu Punkt 3 anerkannt, dass dieser Vorwurf nicht erhoben werden darf. Dafür möchte ich bestens danken.

Zweitens braucht es eine Stelle, die nicht nur eine Rat suchende Lehrperson beraten, sondern auch andere am Konflikt Beteiligte an den Tisch holen darf, um zu vermitteln. Rückmeldungen haben mir gezeigt, dass dies bei den Schulinspektorinnen und Schulinspektoren bereits gemacht wird. Es wäre sinnvoll, wenn in dem Merkblatt der ERZ auch noch auf beide Fakten ausdrücklich hingewiesen würde. Wenn das noch gemacht wird, schliesse ich das gerne in meinen Dank an die Regierung und an die ERZ ein. Ich danke für die Bereitschaft, das Anliegen dieses Vorstosses als Postulat entgegenzunehmen. Es geht darum – ich wiederhole – dass die Beratungs- und Vermittlungsangebote besser und klarer bekanntgemacht werden, damit sie von den Betroffenen ohne Angst genutzt werden können. Ich bitte Sie, mit der Annahme dieses Vorstosses als Postulat gemäss Antrag der Regierung einen Beitrag zu dieser Informations- und Klärungsarbeit zu leisten.

La présidente. Eine Frage an Grossrat Vanoni: Sind sie einverstanden mit dem Regierungsantrag? Ziffer 1 und 2 als Postulat, Ziffer 3 als Motion bei gleichzeitiger Abschreibung? Ist das richtig? – Das ist der Fall. Gibt es Fraktionssprecherinnen oder Fraktionssprecher hierzu? – Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Blum.

Christine Blum, Melchnau (PS). Ein gutes, funktionierendes Schulteam ist eine der wichtigsten Voraussetzungen, wenn in einer Schule erfolgreich unterrichtet werden soll. In Konfliktsituationen soll es allen Beteiligten möglich sein, sich beraten zu lassen oder Hilfe zu holen. Das soll auch nicht in irgendeiner Form stigmatisierend wirken, und die Vermittlung und Schlichtung soll wirklich durchgeführt werden können. Deshalb muss ein Angebot für Lehrpersonen ebenso offen und frei zugänglich sein wie für Schulleitungen. Wenn man die Homepage der Erziehungsdirektion aufruft, findet man zwar das Angebot nicht gerade auf der ersten Seite, aber mit entsprechenden Suchbegriffen kommt man relativ rasch zu umfangreichen Informationen. Die Beratungsstellen werden vorgestellt. Das Profil der einzelnen Personen ist einsehbar und die Angaben weisen auch darauf hin, dass sich jedermann dort anmelden kann.

Für die Optimierung ist sicher wichtig, dass dieses Angebot auch in der Lehrerschaft noch breiter bekannt wird. Aber ob sich damit ein Beratungs- oder Schlichtungsprozess in einer Gemeinde von A bis Z durchziehen kann, hängt auch stark von den Behörden und den Schulleitungen ab. Deshalb sind wir einverstanden, dass dieses sehr wichtige Anliegen als Postulat überwiesen wird.

La présidente. Ich frage noch einmal: Gibt es weitere Fraktionssprechende? – Ich habe vorher etwas lange Zeit gegeben und gedacht, alle Fraktionen überlegen sich, ob es bestritten sei oder nicht. Für die SVP-Fraktion hat Grossrätin Hebeisen das Wort.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Fakt ist, dass Konflikte zwischen Schulleitungen und Lehrkräften oft vorkommen, dass sie nicht immer einfach zu lösen sind und auch eskalieren können. Fakt ist aber auch, dass bereits ein grosser Strauss an Angeboten besteht, nämlich knapp 20 Ansprechstellen. Viele davon stehen als unentgeltliche und vertrauliche Angebote für die Prävention und Lösung von Konflikten zur Verfügung. Gemäss den Abklärungen der ERZ sind diese Angebote und Stellen wenig bekannt, wie die Regierungsantwort zeigt. Deshalb wurde die

vierseitige Liste im Internet aufgeschaltet, und via Newsletter wurden alle Schulen im Kanton Bern informiert. Damit sollten die verschiedenen Ansprechstellen allen Betroffenen im Kanton bekannt sein. Dass diese vierseitige Liste regelmässig von der ERZ überarbeitet und ergänzt wird, ist für mich selbstverständlich. Dafür braucht es weder eine überwiesene Motion noch ein überwiesenes Postulat. Wir teilen die Haltung des Regierungsrats, dass es den Konfliktparteien bereits heute möglich ist, Vermittlungsinstanzen anzugehen, ohne sich dem Vorwurf der Verletzung des Dienstwegs sowie der Loyalität und Treuepflicht auszusetzen. Ich hoffe doch sehr, dass Diskretion und Datenschutz bei allen Beratungs- und Ansprechstellen hochgehalten wird.

Die SVP-Fraktion ist der Meinung, dass es keine weiteren Angebote braucht, wie der Motionär selber auch gesagt hat. Zudem wird auch keine Anlaufstelle benötigt, die den Konfliktparteien vorschlägt oder ihnen Auskunft gibt, an welche Stelle sie sich in ihrem konkreten Fall wenden sollen. Bei diesen umfangreichen, bereits vorhandenen niederschweligen Angeboten brauchen wir weder eine Anlaufstelle der Anlaufstellen noch eine Ombudsstelle. Wir wollen keinen zusätzlichen Verwaltungsaufwand für eine Stelle generieren, die in dieser Form nicht notwendig ist. Die SVP-Fraktion lehnt deshalb alle drei Punkte als Motion wie auch als Postulat ab.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (PEV). Konflikte zwischen Menschen können sich manchmal über lange Zeit hinziehen. Dann wachsen Gedankengebilde, Überzeugungen verhärten sich, Fronten zeichnen sich immer schärfer ab, die Kommunikation wird immer schwieriger, je länger man wartet, und manchmal ist sie gar nicht mehr möglich. Geschieht solches zwischen Menschen auf der gleichen hierarchischen Stufe ist das eine Sache. Wenn das aber zwischen Schulleitungen und Lehrpersonen passiert, sieht es vielfach heikler aus, gerade wenn Schulleiterinnen oder Schulleiter als übergeordnete Führungspersonen auch noch Unterricht erteilen und daher in zwei Rollen leben und arbeiten. Das Anliegen, bei solchen Konflikten eine Instanz zu schaffen oder eine bestehende zu bezeichnen, ist für die EVP-Fraktion wichtig und richtig.

Ja, die Liste der Beratungsangebote ist lang, Grossrätin Hebeisen. Aber von den 20 Angeboten sind wahrscheinlich nur zwei bei solchen Schwierigkeiten wirklich geeignet: beispielsweise das IWM an der PH, das ausgesprochene Konfliktsituationen aufnehmen kann und neben Einzelberatung auch Mediation anbietet. Ein wichtiger Punkt ist, dass man alle Parteien an einen Tisch holen kann und es nicht nur Einzelberatungen gibt.

Wir finden es richtig, dass man diesem Thema besonderes Augenmerk schenkt. Und wir finden auch gut, dass der Regierungsrat sagt, es bestünden vielleicht noch Nachholbedarf oder Lücken im Bereich der Beratung. Die EVP-Fraktion kann sich in diesem Sinne der Regierungsantwort in allen Punkten anschliessen. Die ERZ hat schon eine Analyse gemacht, und die Beratungsangebote auf einer Liste erfasst. Wir wünschen uns aber Verbesserungen. Wir möchten nämlich, dass man diese Liste auf der Homepage der ERZ einfacher findet, dass die Beratungsangebote noch besser bekannt gemacht werden und dass Betroffenen, die eine Beratung in Anspruch nehmen sollten, dieser Schritt einfacher gemacht wird. In solchen Krisensituationen sollte man nicht noch Hürden überwinden müssen, um Hilfe in Anspruch nehmen zu können. Man sollte deswegen auch keine Hemmungen haben müssen. Die EVP-Fraktion nimmt die Punkte 1 und 2 als Postulat an und Punkt 3 als Motion mit gleichzeitiger Abschreibung. Wenn wir professionell und unabhängig schaffende Beratungsstellen haben, ermöglicht das weitgehend, dass keiner Konfliktpartei Nachteile entstehen, wenn sie eine Beratung oder Mediation in Anspruch nimmt.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Beinahe alles wurde bereits gesagt. Konflikte gibt es immer wieder. Für uns ist ganz wichtig, dass die Konfliktparteien wissen, wohin sie gehen können und welche Stellen vorhanden sind. Meines Erachtens brauchen wir diese beiden Informationen. Etwas Vorhandenes, das nicht bekannt ist, nützt nichts. Der glp ist auch wichtig, dass wir vom Kanton aus keine neuen Stellen schaffen, da muss auch die SVP keine Angst haben. Hier wird keine neue Stelle geschaffen. Wir möchten nur, dass es mehr bekannt wird und man weiss, in welchem Fall man sich wohin wenden kann. Das ist alles. Die glp-Fraktion schliesst sich der Regierungshaltung an: Punkte 1 und 2 als Postulat und Punkt 3 als Motion mit gleichzeitiger Abschreibung. Vielen Dank, wenn Sie dasselbe tun.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Die Motion verlangt Vermittlungsinstanzen zur Bewältigung von Konflikten. Die FDP-Fraktion lehnt dieses Anliegen ab. In der Regierungsantwort steht, dass bereits zahlreiche unentgeltliche und vertrauliche Angebote zur Prävention und Lösung solcher Konflikte bestehen. Wir sind der Meinung, dass die vorhandenen Angebote ausreichen und dieser Umstand

auch nicht weiter geprüft werden muss. Anstrengungen wurden bereits unternommen. Zur besseren Bekanntmachung wurde die Liste im Februar publiziert. Wir sind auch der Überzeugung, dass Schulleitungen dieses Thema ernst nehmen und dass Liste und Angebote bestens bekannt sind. Viel wichtiger an diesem Vorstoss ist für uns der Umstand, dass dieser auf die Schulleitungen abzielt, auch wenn das bestritten oder dementiert wird. Unter dem Titel «Lehrfreiheit» werden die Schulleitungen in ihrer Führungskompetenz beschnitten. Führung heisst, dass es zu unliebsamen Entscheidungen kommen kann, die auch zu Konflikten führen können. Weiter gehört es auch zur Führungsaufgabe einer Schulleitung, Konflikte frühzeitig zu erkennen und wenn sie da sind, zu lösen. Die FDP-Fraktion steht für stark geführte Schulen und lehnt diesen Vorstoss in allen drei Punkten auch als Postulat ab.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Die Schaffung einer zusätzlichen Vermittlungsinstanz zwischen Schulleitungen und Lehrpersonen lehnt die EDU-Fraktion ab. Bei der Ausarbeitung der Positionierung der Schulleitungen wurde diese Thematik diskutiert. Wie mein Vorredner gesagt hat, ist es mitunter Sinn und Zweck dieser Position, den Schulleitungen eine gewisse Unabhängigkeit und Verantwortung zu geben. Konflikte sind immer vorhanden, das ist uns auch klar. Aber dabei ist auch gesunder Menschenverstand gefragt und respektvoller Umgang miteinander. Wenn ein Konflikt schwierig wird, können zusätzlich zu diesen verschiedenen Anlaufstellen auch die Schulkommission oder der Schulinspektor unterstützend beigezogen werden. In Härtefällen braucht es vielleicht manchmal auch personelle Konsequenzen. Die EDU-Fraktion lehnt alle drei Punkte als Motion wie als Postulat ab.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Jetzt bin ich als Sprecher für die BDP-Fraktion am Rednerpult und nicht als Mitmotionär. Die BDP-Fraktion unterstützt diese Motion aus verschiedenen Gründen nicht. Wie der Regierungsrat schreibt, existieren bereits gewisse Angebote für solche Konfliktfälle, beispielsweise bei der PHBern oder bei der Bildung Bern. Wie andere Fraktionen ist die BDP-Fraktion der Meinung, dass man bei solchen Fragen auch das Schulinspektorat beiziehen dürfte. Es könnte auch solche Vermittlungsaufgaben wahrnehmen. Weiter ist bei Konfliktfällen auch der Arbeitgeber, also hier die Gemeinde, in der Pflicht. Sie kann sich bei Vermittlungsbedarf auch Hilfe holen, bei einem Angebot auf dieser Liste oder auch bei privaten Anbietern wie beispielsweise Mediatoren. Die BDP-Fraktion erachtet es aber als problematisch, eine andere Stelle mit personalrechtlichen Kompetenzen auszustatten und möchte dabei nicht mithelfen. Daher lehnt meine Fraktion diesen Vorstoss ab. Ich werde ihm zustimmen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Die grüne Fraktion findet die Anliegen dieses Vorstosses wichtig und schliesst sich der Haltung der Regierung an. Ich möchte auf zwei Dinge eingehen, die in der Debatte gesagt wurden. Grossrätin Hebeisen hat darauf hingewiesen, dass die berühmte Liste dieser vielen Beratungsstellen im Februar an alle Schulen geschickt wurde. Das trifft zu, sie ging an die Schulleitungen. Ich habe bei verschiedenen Lehrpersonen, gerade in Schulen, wo gegenwärtig Konflikte zwischen Kollegium und Schulleitungen schwelen, einen Test gemacht. Fazit: Das Merkblatt ist bei diesen Lehrpersonen nie angekommen, es wurde also nie weitergeleitet. Das zeigt, dass wir weiter darauf hinweisen müssen, damit die Beratungsstellen auch bekannt werden.

Nun eine kurze Replik zum Votum von Grossrat Sommer: Er sagte, dieser Vorstoss verlange eine Vermittlungsinstanz. Doch der Vorstoss lautet eindeutig, dass geeignete Instanzen zu schaffen oder klar zu bezeichnen sind, wenn sie schon bestehen. Es gebe unliebsame Entscheide von Schulleitungen, die man durchziehen müsse. Das stimmt, es gibt unliebsame Entscheide. Es gibt aber auch unliebsame Entscheide von, ich möchte sagen «selbstherrlichen», Schulleitungen, die teilweise mit pädagogisch sinnvollen Argumenten nicht zu vertreten sind, und die deshalb auch aus den Kollegien heraus und nicht nur von einzelnen Lehrpersonen in Frage gestellt werden. Es geht hier eigentlich um einen Grundkonflikt in den Schulen. Wir sagen einerseits, es brauche eine gut ausgebildete Schulleitung, die pädagogisch fundiert arbeiten kann. Andererseits betonen wir aber auch immer, dass die Lehrpersonen im Unterricht ihren Freiraum brauchen. In diesem Spannungsfeld kann es Konflikte um pädagogisch zentrale Fragen geben. Für solche Fälle braucht es diese Vermittlungsstellen oder auch die Mediation, die von der PH oder von den Schulinspektoren her angeboten wird. Wir bitten Sie, das Thema hier nicht zu ignorieren oder vom Tisch zu wischen, sondern gemäss den Anträgen der Regierung zu unterstützen.

La présidente. Grossrätin Hebeisen fühlt sich angegriffen und wird kurz eine Replik machen.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Ich fühle mich nicht wirklich angegriffen. Grossrat Vanoni muss keine Angst haben. Nur kurz: Wenn die Liste nicht bei den Lehrpersonen ankommt, dann ist es wirklich ein Problem der Kommunikation zwischen Lehrer und Schulleitung oder umgekehrt. Ich denke aber, dass die Lehrer auch eine Holschuld haben. Sie müssen sich auch darum bemühen, wenn sie eine Information oder sonst etwas brauchen. Man muss ihnen ja auch nicht immer alles auf dem Silbertablett servieren.

La présidente. Somit haben sich alle Fraktionen geäussert, und ich gebe das Wort an Regierungspräsident Pulver.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Das Anliegen, eine solche Ombudsstelle zu schaffen, wurde in den letzten Jahren mehrmals an mich herangetragen. Tatsächlich gibt es immer wieder Konfliktsituationen zwischen Lehrpersonen und Schulleitungen oder auch zwischen Behörden und Schulleitungen. Es handelt sich also wirklich um ein aktuelles Anliegen. Wir gingen pragmatisch vor und wollten zuerst schauen, welche Angebote bereits bestehen. Dabei haben wir festgestellt, dass man sehr viele Instanzen anrufen kann, aber dass sie bei den Schulleitungen und den Lehrpersonen zu wenig bekannt sind. Daher wollten wir diese zuerst einmal besser bekannt machen, bevor wir neue Stellen schaffen. Daraus entstand ein Merkblatt. Die einen haben heute gesagt, man finde es auf der Homepage sofort, die anderen, das sei nicht der Fall. Ich habe es selber noch nicht überprüft, werde das aber nachholen. Wir wollen, dass man es wirklich gut findet. Diesen Herbst werden wir mit den Schulinspektorinnen und den Schulinspektoren bei den Gesprächen mit den Schulleitungen noch einmal auf die vorhandenen Instrumente hinweisen und die Anliegen von Grossrat Vanoni aufnehmen. Damit wollen wir gewährleisten, dass die bereits vorhandenen Stellen auch wirklich angerufen werden können und man deswegen keine Nachteile befürchten muss. Wir haben bereits sichergestellt, dass man beispielsweise einem Schulinspektor sagen kann, man möchte gerne eine Schulinspektorin eines anderen Kreises haben, wenn er in dieser Frage bereits mit der Schulleitung Kontakt hatte. Der Schulinspektor muss das auch nicht als Vorwurf empfinden, sondern sich bewusst sein, dass dies aus einem Gefühl herauskommt, er sei befangen, weil er sich mit dieser Frage bereits beschäftigt hat. Wir haben also dafür gesorgt, dass auch solche Möglichkeiten vorhanden sind, und in den nächsten Jahren wollen wir vermehrt darauf hinweisen. Was wir bisher gemacht haben, genügt sicher nicht. Doch bevor wir neue Stellen schaffen, wollen wir zeigen, dass es solche bereits gibt und die Leute auffordern, diese zu nutzen. In einigen Jahren werden wir das wieder anschauen. Wenn das Problem der Bekanntheit dann immer noch besteht, müssen wir schauen, ob wir noch besser kommunizieren können oder ob es wirklich eine Ombudsstelle braucht. Deshalb empfiehlt Ihnen die Regierung, die ersten beiden Punkte dieses Anliegens als Postulat und den dritten Punkt als Motion mit gleichzeitiger Abschreibung anzunehmen.

La présidente. Möchte der Motionär noch einmal das Wort? – Das ist nicht der Fall. Dann kommen wir zur Abstimmung. Der Motionär hat die Punkte 1 und 2 in ein Postulat gewandelt. Wer Ziffer 1 als Postulat annimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1, adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 62

Non 63

Abstentions 2

La présidente. Sie haben das Postulat abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer sie als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2, adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui	61
Non	69
Abstentions	3

La présidente. Sie haben auch Ziffer 2 als Postulat abgelehnt. Ziffer 3 bleibt als Motion bestehen. Wer Ziffer 3 annimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	61
Non	74
Abstentions	3

La présidente. Sie haben auch Ziffer 3 als Motion abgelehnt.